



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1996/158
15 avril 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-deuxième session
Point 9 a) de l'ordre du jour

ACTION VISANT A ENCOURAGER ET DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ET, NOTAMMENT,
QUESTION DU PROGRAMME ET DES METHODES DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE DES ORGANISMES
DES NATIONS UNIES POUR ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS
DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

Lettre datée du 10 avril 1996, adressée au Sous-Secrétaire général
aux droits de l'homme par le Représentant permanent de Singapour
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

J'ai l'honneur de me référer au rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé de la question de la violence contre les femmes (E/CN.4/1996/53). Au paragraphe 85 de son rapport (p. 24), le Rapporteur spécial décrit le cas de Flor Contemplacion. Le Gouvernement singapourien s'élève contre l'inexactitude des faits rapportés dans ce paragraphe.

Le Rapporteur spécial a laissé entendre que le cas de Flor Contemplacion était un cas typique de "violence à l'égard des employées domestiques" de la part de leurs employeurs et relevait des "politiques et procédures discriminatoires" de l'Etat. Ni les faits ni les éléments de preuve apportés dans l'affaire n'ont pu prouver le bien-fondé de ces allégations. Singapour applique ses lois de façon impartiale, tant aux Singapouriens qu'aux étrangers. Son système judiciaire est ouvert et transparent. Tous les faits et les documents concernant l'affaire Contemplacion ont été rendus publics et le Rapporteur spécial pourra librement en prendre connaissance. Le Gouvernement singapourien sera heureux de fournir au Rapporteur spécial, sur sa demande, tous les renseignements nécessaires. Il est regrettable que le Rapporteur spécial n'ait pas jugé nécessaire de demander d'avoir accès à ces renseignements avant de présenter son rapport.

Les faits concernant l'affaire Contemplacion ne sont pas contestés. Le 4 mai 1991, Flor Contemplacion a tué une compatriote philippine, Della Maga, ainsi qu'un enfant de 4 ans, Nicholas Huang. Depuis son arrestation par la police singapourienne jusqu'à sa demande en grâce auprès du Président de Singapour quatre ans plus tard, Flor Contemplacion n'a pas nié avoir tué Della Maga et Nicholas Huang. De fait, elle a spontanément reconnu les deux meurtres en présence d'un représentant de l'ambassade des Philippines. Les prétendues informations ou nouvelles preuves qui auraient été apportées par une autre domestique philippine ont fait l'objet d'enquêtes approfondies et se sont révélées inexactes.

Les conclusions des médecins légistes de Singapour concernant la cause du décès de Della Maga ont été contestées par certaines personnes aux Philippines. Pour résoudre la question, les Gouvernements philippin et singapourien ont fait appel à un groupe tiers indépendant, composé de trois éminents médecins légistes américains désignés par les deux gouvernements, ces derniers s'étant engagés à accepter les conclusions du groupe indépendant. Après avoir effectué une enquête approfondie, le groupe indépendant a déclaré que les conclusions des médecins légistes de Singapour étaient justes. Le Gouvernement philippin a accepté les conclusions du groupe indépendant.

J'ai l'honneur, pour faire en sorte que la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies soit informée des faits réels, de demander que la présente lettre soit distribuée en tant que document officiel de la cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme, au titre du point de l'ordre du jour concernant le rapport du Rapporteur spécial figurant dans le document E/CN.4/1996/53.

L'Ambassadeur
Représentant permanent

(Signé) K. KESAVAPANY
